
ASSEMBLÉE NATIONALE

RENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi 204 (PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la Ville de Plessisville

Première lecture



Présenté par
M. Jacques Baril
Député d'Arthabaska

Éditeur officiel du Québec

1983

Projet de loi 204

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la Ville de Plessisville

ATTENDU que la Ville de Plessisville a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 94 des lois de 1954-1955 soit modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La ville est autorisée à construire, aménager ou exploiter un établissement destiné au recyclage des déchets, à conclure à cette fin une entente avec toute autre municipalité ou organisme et à accorder des subventions à tout organisme, public ou privé, s'occupant de récupération et de recyclage des déchets.

2. L'article 14 du chapitre 94 des lois de 1954-1955 est remplacé par le suivant:

« **14.** L'article 413 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la Ville de Plessisville par l'insertion, après le paragraphe 26°, du suivant:

« 26°.1 Dans le cas d'un lot non bâti, la taxe d'eau peut être imposée sur une lisière de cent pieds en profondeur de ce lot en front d'un chemin, d'une rue ou avenue, suivant la valeur réelle de la lisière portée au rôle d'évaluation mais le montant annuel de la taxe ne devra pas excéder cinq pour cent de la valeur réelle de la lisière, pourvu que les maîtres tuyaux des systèmes d'aqueduc et d'égout soient établis dans le chemin, la rue ou avenue en front de tel lot non bâti. Quelle que soit la valeur de la lisière, le montant annuel de la taxe ci-dessus mentionnée ne devra pas être inférieur à cinq dollars, communautés religieuses et biens religieux exemptés; ».

3. L'article 415 de cette loi est modifié pour la ville par l'insertion, après le paragraphe 30°, du suivant:

«30°.1 Pour régler ou prohiber le stationnement des véhicules sur tout terrain ou dans tout bâtiment destinés au stationnement, déterminés par règlement, après entente avec le propriétaire;».

4. L'article 460 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition, après le paragraphe 22°, des suivants:

«23° Pour régler les boutiques où l'on vend ou offre en vente des marchandises à caractère érotique;

«24° Pour régler les salons de massage.».

5. L'article 463 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition, à la fin du paragraphe 2°, de l'alinéa suivant:

«Tous les frais encourus par la ville pour enlever ou faire enlever ces nuisances constituent contre la propriété où elles étaient situées une charge assimilée à la taxe foncière, privilégiée au même rang, et recouvrable de la même manière;».

6. L'article 16 du chapitre 94 des lois de 1954-1955 est remplacé par le suivant:

«**16.** L'article 464 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié, pour la ville, par l'insertion, après le paragraphe 11°, du paragraphe suivant:

«12° Le conseil peut, par résolution, affecter à même les fonds généraux de la ville, les sommes jugées utiles, nécessaires ou avantageuses, pour annoncer la ville, en faire connaître les avantages, promouvoir l'industrie du tourisme, favoriser l'établissement et l'expansion d'industries, et octroyer des deniers à cet effet, pourvu que toutes les sommes n'excèdent pas vingt-cinq mille dollars par année.».

7. Cette loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 467, de ce qui suit:

«§ 22.3—*Des subventions à la restauration d'immeubles*

«**467.8** Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la ville qu'il détermine, décréter que la ville accorde une subvention à la restauration de tout bâtiment utilisé à des fins résidentielles ou commerciales.

«**467.9** Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la ville qu'il détermine, décréter que la ville accorde une subvention à la restauration d'une construction présentant un intérêt architectural, historique ou culturel.

« **467.10** Le conseil peut, par règlement et aux conditions qu'il détermine, décréter que la ville accorde au propriétaire de tout bâtiment ou toute construction ayant bénéficié d'un programme de subvention à la restauration adoptée par règlement du conseil en vertu des articles 467.8 ou 467.9 une subvention destinée à compenser l'augmentation des taxes foncières résultant de la nouvelle évaluation du bâtiment ou de la construction ainsi restauré.

Le premier exercice financier suivant les travaux, le montant de la subvention est égal à la différence entre le montant des taxes foncières qui serait dû si l'évaluation du bâtiment n'avait pas été modifiée et le montant des taxes qui est effectivement dû.

Le deuxième exercice financier suivant les travaux, le montant de la subvention est égal à cinquante pour cent de la différence entre le montant des taxes foncières qui serait dû si l'évaluation du bâtiment n'avait pas été modifiée et le montant des taxes qui est effectivement dû. ».

8. Malgré toute loi à ce contraire, toutes les amendes réclamées et recouvrées devant la Cour municipale appartiennent à la ville et font partie de son fonds général.

9. La ville est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserves foncières et d'habitation, et pour les travaux connexes à ces fins, ainsi que tout immeuble dont l'occupation est jugée désuète ou nocive.

La ville est autorisée à détenir, louer et administrer les immeubles et bâtiments y érigés acquis en vertu du premier alinéa. Elle peut aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires; elle peut également démolir ou restaurer les bâtiments ou autres ouvrages y érigés et y construire de nouveaux bâtiments pour fins d'habitation, de loisirs, de récréation ou autres fins accessoires.

La ville est autorisée à exercer les pouvoirs prévus au second alinéa sur les immeubles dont elle est déjà propriétaire.

La ville peut aliéner ces immeubles aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, pourvu que le prix d'aliénation soit au moins égal à la valeur réelle de tels immeubles et non inférieur au prix de revient. Cette approbation n'est pas requise lorsque l'aliénation se fait par voie de soumission ou d'enchères publiques. Elle peut également aliéner à titre gratuit ou aux conditions qu'elle détermine un tel immeuble en faveur du gouvernement, de l'un de ses organismes, d'une corporation scolaire ou d'une corporation sans but lucratif formée en vertu de l'article 10.

10. Sur présentation d'une requête de la ville, le gouvernement peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau du Québec des lettres patentes constituant une personne ou corporation sans but lucratif ayant pour objet l'acquisition d'immeubles d'habitation pour personnes ou familles autres que celles à faible revenu ou à revenu modique visées par l'article 57 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8) et l'exercice des autres pouvoirs que la présente loi confère à la ville.

Les lettres patentes doivent mentionner le nom de la corporation, le lieu de son siège social, ses pouvoirs, droits et privilèges, les règles relatives à l'exercice de ses pouvoirs et à la désignation de ses membres ou de son unique membre et de ses administrateurs.

Un avis de l'émission des lettres patentes doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Une corporation ainsi constituée a, entre autres pouvoirs, ceux d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau du Québec, est un mandataire de la ville et est réputée une corporation municipale aux fins de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales (L.R.Q., chapitre M-21).

La ville peut emprunter, par règlement approuvé de la même manière qu'un règlement d'emprunt selon la loi qui régit la municipalité, les sommes nécessaires et demander les subventions prévues par la loi pour effectuer un prêt à la corporation formée en vertu du présent article afin de lui permettre d'exercer ses pouvoirs.

La corporation visée au présent article doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, faire au conseil de la ville un rapport de ses activités pour son année financière précédente. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le conseil de la ville peut prescrire.

Cette corporation doit, en outre, fournir en tout temps au conseil de la ville tous les renseignements qu'il requiert sur ses opérations.

11. Afin de permettre la réalisation harmonieuse du centre ville, la ville est autorisée:

a) à acquérir, de gré à gré ou par voie d'expropriation, les immeubles nécessaires pour atteindre cette fin;

b) à promouvoir le rayonnement du centre ville comme place publique à caractère social et communautaire, culturel, artistique, sportif, commercial et récréatif;

c) à vendre ces immeubles en tout ou en partie à l'enchère, par soumissions publiques ou de gré à gré, avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, soit pour fins résidentielles, commu-

nautaires, commerciales, publiques et gouvernementales, à un prix qui ne soit pas inférieur au coût de l'acquisition plus le coût des services et des dépenses ou des frais légitimes s'y rapportant;

d) à démolir ou restaurer les bâtiments et autres ouvrages y érigés ou y construire tout nouveau bâtiment ou tout nouvel ensemble de bâtiments pour fins de marché public, de loisir, de culture, ou pour fins résidentielles, communautaires, commerciales, publiques ou gouvernementales, ou pour fins de stationnement et de garage;

e) à louer ces immeubles par bail emphytéotique ou autrement, avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, soit pour fins résidentielles, communautaires, commerciales, publiques et gouvernementales, à un prix suffisant pour couvrir les dépenses annuelles relatives à ces immeubles ou pour l'amortissement et les intérêts du prix d'achat, du coût des services, des dépenses ou frais légitimes s'y rapportant et des taxes municipales ou scolaires.

Les deniers provenant de ces ventes ou locations doivent être employés à l'extinction des obligations contractées par la ville à ces fins;

f) à exercer les pouvoirs prévus aux paragraphes *b*, *d* et *e* sur les immeubles dont elle est déjà propriétaire.

12. La ville est autorisée à acquérir, à l'extérieur des limites de son territoire, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble, partie d'immeuble ou servitude nécessaire à l'établissement et à l'exploitation de dépotoirs à neige.

À cette fin, la ville est autorisée à détenir, louer, administrer et exploiter les immeubles acquis en vertu du premier alinéa. Elle peut aménager des immeubles ou y construire tout bâtiment ou autre ouvrage nécessaire à cette fin.

13. Le conseil peut, par règlement, constituer un fonds connu sous le nom de « fonds de stabilisation des dépenses de déneigement » afin de mettre à sa disposition les deniers dont il peut avoir besoin pour rencontrer les dépenses de déneigement.

Le conseil dresse à ces fins un budget quinquennal des dépenses de déneigement et approprie annuellement, à même les revenus provenant de la taxe foncière générale, une somme équivalente au total des dépenses de déneigement prévu à l'année correspondante du budget quinquennal.

Pour les fins du présent article, l'expression « dépenses de déneigement » comprend toutes les dépenses directes faites pour le déneigement et pour l'entretien des rues et des trottoirs pour la période s'étendant du premier octobre d'une année au premier mai de l'année suivante.

Ces dépenses comprennent notamment:

- a) les salaires et les bénéfices marginaux des employés;
- b) les achats de matériaux, de fournitures et de combustibles;
- c) la location d'équipement ou d'outillage;
- d) les contrats à forfait;
- e) les coûts de réparations et d'entretien des véhicules et de l'équipement;
- f) les autres frais relatifs à l'utilisation des véhicules et de l'équipement;
- g) les versements annuels au fonds de roulement pour le renouvellement et l'achat d'équipement et d'outillage;
- h) le service de la dette relatif aux emprunts faits pour l'achat d'équipement et d'outillage;
- i) les réclamations pour dommages causés à la personne et aux biens à l'occasion du déneigement.

Tout surplus ou déficit annuel est reporté d'année en année jusqu'à l'expiration du budget quinquennal. À la fin de cette période, le surplus ou le déficit accumulé fait partie du budget général de l'année suivante.

14. Le conseil peut, à même les revenus prévus au budget, créer un fonds, d'un montant n'excédant pas 500 000 \$, connu sous le nom de « fonds de réserve d'auto-assurance », afin de mettre à sa disposition les deniers dont il peut avoir besoin pour rencontrer les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à la ville découlant des dommages, incluant les blessures corporelles, subis par toute personne en raison d'inondations causées par refoulement d'égout public, par bris d'aqueduc public ou par toute autre cause pouvant être imputée à la ville.

Le conseil approprie annuellement, à même les revenus prévus au budget, une somme n'excédant pas un cinquième du montant maximum de ce fonds.

Les dépenses imputables à ce fonds comprennent notamment:

- a) les dépenses nécessaires pour fins d'enquête, d'expertise, de négociations ou de défense lors de toute réclamation ou de toute poursuite résultant d'un tel sinistre;

b) le montant total d'une transaction ou d'un règlement, conclu par la ville, à l'occasion de toute réclamation ou de toute poursuite résultant d'un tel sinistre;

c) le montant de tout jugement prononcé contre la ville dans toute poursuite résultant d'un tel sinistre, ainsi que les intérêts accrus sur le montant d'une telle condamnation, et les frais et honoraires taxés contre la ville;

d) les dépenses nécessaires au pourvoi en appel par la ville d'une condamnation contre elle dans toute poursuite résultant d'un tel sinistre.

15. Les articles 8 et 15 du chapitre 94 des lois de 1954-1955 sont abrogés.

16. Les articles 1 et 8 du chapitre 103 des lois de 1957 sont abrogés.

17. Les règlements adoptés par le conseil de la Ville de Plessisville avant le 1^{er} août 1980 et qui n'ont pas été publiés conformément à la loi, sont réputés être en vigueur et avoir force de loi depuis la date de leur adoption ou, le cas échéant, depuis celle de leur approbation définitive dans le cas où ils ont été soumis à une ou plusieurs approbations.

Aucune irrégularité ou illégalité ne peut être soulevée à l'encontre de ces règlements du fait qu'ils n'ont pas été publiés conformément à la loi.

Le secrétaire-trésorier doit inscrire dans le livre des règlements du conseil de la ville, à la suite de chaque règlement visé par le premier alinéa, un renvoi à la présente loi.

18. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

19. L'article 2 a effet depuis le 1^{er} janvier 1982.

20. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.